

Les impôts - Histoire d'une folie française de Jean Marc Daniel

Posté le : 13 mai 2017 13:18 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Pays en voie de développement, Attitudes, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

Cette histoire des impôts en France durant les dernières soixante années est un passage obligé pour qui veut comprendre l'état de déliquescence du pays. Comment un peuple qui a fait la Révolution pour des raisons principalement fiscales (Les Etats Généraux avaient été convoqués pour augmenter les prélèvements) a-t-il pu, en si peu de temps, accepter que la prédation publique passe de 31% à 45% du PIB ?

Cette folie, car il s'agit bien d'une folie comme le titre le suggère et pas seulement pour attirer le chaland, est une des dimensions fondamentales de l'effondrement français. On sait que la stagnation multiséculaire de la Chine provient d'un taux de prélèvement confiscatoire de près de 50% mis en œuvre sans faiblesse par une armée de fonctionnaires. La disparition de la France des radars économiques, avec en prime fuite des capitaux et des Français aisés, et l'achat majoritaire du capital français par des étrangers moins taxés, est une des aberrations les plus phénoménales de son histoire. Comment en est-on arrivé à un point où tous les histrions des chaînes de télévision publiques, riches à millions, crient tous les jours « Vive l'Impôt » à destination d'un peuple qui n'en peut plus des exactions de l'Etat contre ses biens (avec en prime l'acceptation du squat, la dépenalisation massive du vol et les atteintes répétées au droit de propriété) ? Comment se fait-il qu'un pays qui a connu autant d'alternances politiques ait pu continûment s'enfoncer dans ce piège mortel ?

Jean marc Daniel a produit un livre informé et d'une lecture plutôt agréable, compte tenu du sujet. C'est une narration qui n'oublie rien d'important. On y voit des figures particulièrement épouvantables et d'abord celle de Giscard qui aura pendant près de 20 ans enfermé la France dans une taxation délirante. Il a réussi à contourner les réticences du Général de Gaulle qui voulait que l'on ne dépasse pas 35%. Il y a un avant et un après Giscard. C'est lui qui a tout encadré, tout verrouillé. La TVA et l'impôt sur les plus values sont son œuvre. Plus aucun flux n'échappe aux prédatons étatiques. Cela finira en 1981 dans le mépris public de l'homme aux diamants de Bokassa. Non pas que l'affaire eut été d'importance. Mais qui eût pu croire que les tondu du giscardisme eussent pu pardonner à ce fat et à cet obsédé fiscal, connu pour avoir balancé personnellement des contrôles fiscaux aux personnes qu'ils avaient pu envier ou craindre, des richesses abusives ? C'est le premier d'une liste de Présidents de la République Française rejetés pour leur agressivité fiscale, le dernier en date étant François Hollande. Le choix des Français de sanctionner les effets des trois grandes récessions (73-74, 92-93, 2008-2009) en confiant les rênes du pouvoir aux socialistes, n'a rien arrangé. Ils ont apporté d'abord la taxation des stocks et pas seulement des flux, puis l'idée d'un transfert direct et sans vergogne de l'argent des uns dans la poches des autres. L'impôt ne servait plus à couvrir les besoins régaliens mais à assurer des gratuités intenables, dont la gratuité de la vie à tout âge pour tout individu venant à se trouver sur le territoire. Michel Rocard, avec le rétablissement de l'ISF, l'instauration de la CSG, en même temps que du concept d'une allocation à vie sans réelle contrepartie, est le prototype du foldingue fiscal encensé par les imbéciles. La figure d'Alain Juppé s'impose immédiatement après avec le déplafonnement de l'ISF et son refus de le supprimer, accompagnant la hausse massive de bien des

impôts. Il faudra attendre ensuite le sinistre François Hollande et ses idées personnelles sur la fiscalité. Les délires de ses deux premiers budgets resteront dans l'histoire comme la marque d'une hystérie incontrôlable.

Lauré et Giscard, Rocard, Juppé, Hollande : l'énarchie est d'abord une prédation fiscale. L'Assemblée Nationale ne devrait pas être composée majoritairement de personnes dont la rémunération et le cadre de vie dépendent des impôts qu'ils votent, à l'initiative de présidents issus de la haute administration !

En mettant en œuvre la décentralisation, l'énarchie a ouvert un champ nouveau d'emplois publics ; l'Europe a été une nouvelle aubaine. L'emploi associatif, moins cher que l'emploi public, a permis d'étendre le domaine financé par l'Etat. Tout cela représente des millions d'emplois à productivité très faible, financés par des impôts sur les emplois à productivité forte et créant le double de chômeurs depuis 1974 : 3 millions d'emplois créés financés par l'Etat ; 6 millions de chômeurs, indemnisés par la dépense publique. Merci l'Enarchie !

Si la narration de J.M. Daniel est sans faute, elle souffre sans doute d'un manque d'explications analytiques.

La notion de prélèvements est beaucoup plus trompeuse qu'il ne le dit. Nous rappelons toujours la parabole de l'esquimau lors que nous abordons ces sujets. Un esquimau sur la banquise pêche un poisson. PIB compté par l'Insee de la banquise : 1 poisson. Un type avec un fusil prend le poisson en disant : je te protège des ours blancs. La même Insee dit : production (de sécurité) de l'Etat : 1 poisson. PIB total : 2 poissons. Taux de prélèvements : $\frac{1}{2} = 50\%$. On se rend compte qu'un taux de 44 ou 45%, que nous vivons grâce à Hollande, est une quasi-prédation totale de l'économie marchande. Il suffit de prendre les valeurs absolues de la valeur ajoutée du secteur marchand et des dépenses publiques pour comprendre le problème : environ 1.250 milliards d'euros pour la dépense (probablement nettement plus en 2017) et 1.200 milliards d'euros pour la valeur ajoutée marchande. En France, l'Etat dépense plus que ce que le secteur privé marchand ne produit !

De même il oublie un phénomène fondamental : si la fiscalité est globalement progressive, le trend de croissance conduit automatiquement à une aggravation de la pression fiscale. Les pays agressivement progressifs dans leur fiscalité ont connu cette mésaventure : plusieurs décennies de croissance rapide ont conduit à l'étouffement fiscal du pays et il a fallu rétro pédaler avec force. La Suède, le Canada, le Royaume uni, la Nouvelle Zélande ont su stopper cette folie et faire machine arrière.

Le rôle des trois grandes récessions est aussi dirimant : C'est à la suite de chacune d'entre elle que les gouvernements se sont retrouvés dans d'énormes déficits qu'ils ont cherché à compenser d'abord et presque exclusivement par l'impôt. Les grands coupables sont ceux des gouvernants qui, en période de vaches grasses et de haute conjoncture internationale, ont fait le pari d'aggraver encore la fiscalité, alors que la progressivité s'appliquant à des impôts aggravés, les recettes prenaient l'ascenseur quand la production prenait l'escalier ! Rocard et Jospin, et dans une moindre mesure Hollande, seront les principaux criminels, Rocard étant largement le roi de cette tripléte tragique.

Bien sûr, tout le monde a compris qu'on était allé beaucoup trop loin en matière fiscale. Comme nous l'avons démontré ici à de multiple reprise, des milliers de Français paient plus de 100% de leur revenu en impôts ce qui est une violation du pacte républicain. Comme J. P. Robin, au Figaro, le rappelait récemment, la fortune des Français installés à l'étranger est désormais très supérieure à la fortune des Français restés au pays !

L'étouffement fiscal est tel que depuis la crise de 92 et la montée à des hauteurs insupportables du chômage, beaucoup de voix considèrent qu'il faut mettre fin à l'exception française qui a mis l'essentiel des prélèvements sous forme de charges salariales. Mais au niveau de prédation atteint,

cela signifie une fiscalité coercitive sur les particuliers et la fin du consentement à l'impôt.

La démagogie électoraliste fait qu'on achète le vote des masses électorales par des mesures ciblées. L'Enarchie qui voyait ses positions de plus en plus vulnérables, a décidé de réagir en portant sur le pavois Emmanuel Macron, après avoir piégé François Fillon qui menaçait directement son pouvoir. On sait que les deux mesures du président désormais élu sont la suppression de la Taxe d'habitation pour 80% des citoyens, (52% des dits ne paient pas l'impôts sur le revenu, 90% ne paient pas l'ISF) et la hausse de 1.7% de la CSG pour donner un supplément de rémunération aux actifs du secteur privé, tout en faisant passer le taux marginal d'imposition à près de 70% !

Bientôt il y aura deux France : celles qui paient quasiment tous les impôts et prélèvements et qui n'a droit à rien (car on veut, en plus, lui faire payer les services gratuits pour les autres), et les autres Smicards et RMISTES, ou intermittents du travail.

Jean Marc Daniel remarque justement que la signification de l'impôt est perdue. La discussion fiscale se traduit désormais en terme électoral par : arrachons notre train de vie dans le portefeuille des autres, tant qu'il y reste aulque chose.

Il rappelle que toutes les institutions internationales mondiales comme le FMI ou européenne comme l'OCDE ou la Commission pressent la France de faire la seule réforme utile : baisser massivement la dépense publique. Comme cetl'annoncer a été liquidé électoralement en moins de deux.

Il y a désormais 16 millions de retraités, près de 6 millions de chômeurs, près de 6 millions de fonctionnaires, deux millions de personnes qui vivent de la charité publique et des allocations sans même chercher du travail, quelques centaines de milliers de malades et d'handicapés...

30 millions de vies accrochées aux impôts pour 15 millions de salariés du secteur privé ! Equation insoluble ! Il faut désormais ajouter ceux qui, au travail, reçoivent un complément de rémunérations versé directement par l'Etat (prime pour l'emploi etc.) !

Le coup d'état des Enarques qui vient de propulser à la Présidence un Inspecteur des Finances, ne permet pas d'envisager une baisse de la frénésie fiscale, sauf pour les rémunérations de la haute finance. On parle désormais ouvertement d'un nouvel impôt européen et d'un nouvel impôt destiné aux collectivités locales (après la suppression de la taxe d'habitation pour 80% des citoyens). Le principe de la taxation identique pour les revenus du travail et du capital n'est pas remis en cause, pas plus que la surtaxation de l'immobilier qui fait perdre tout intérêt à l'investissement locatif et pénalise les familles nombreuses. L'enflure sans limite des dépenses médicales « gratuites » dans un contexte de vieillissement accéléré de la population n'est pas près de s'arrêter après la crise de nerf nationale autour des annonces de François Fillon sur la Sécurité Sociale. Qu'importe qu'il n'y ait plus de médecins ni de production nationale de médicament, et que le parc hospitalier public se clochardise de plus en plus.

L'annonce d'une baisse de 120 milliards d'euros par le mouvement En marche, à la Saint Glinglin, est un enfumage. L'Enarchie n'a pas voulu qu'on touche aux effectifs publics qu'elle dirige en propre, ni à son statut. Elle ne prendra que des mesures cosmétiques qui ne remettent pas en cause ses privilèges tout en essayant d'éviter de tuer la bête qui la nourrit. C'est une stratégie parasitaire logique.

Cette caste énarchique et la folie fiscale française qu'elle organise depuis 60 ans, sont bien une des causes essentielles de la déchéance française.

Cela va durer.

Didier Dufau pour le Cercle des Economistes E-toile.

***Jean Marc Daniel - Les Impôts- Histoire d'une folie française. Soixante ans de matraquage fiscal
- Taillandier - ISBM 979-10-210-2055-9***